

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-allemandes, la construction européenne et sur l'intervention militaire française au Mali, à Berlin le 22 janvier 2013.

M. LE PRÉSIDENT - Madame la Chancelière, chère Angela, je veux d'abord vous remercier pour l'accueil que vous nous avez réservé pendant ces deux jours, pour célébrer un traité, signé il y a plus de cinquante ans par Charles De GAULLE et Konrad ADENAUER, et dont nous sommes les héritiers, les lointains héritiers, mais nous avons cette amitié en partage. Et nous devons la faire vivre, c'est-à-dire l'intensifier. Et pendant ces deux jours, nous avons voulu marquer ce que devait être la priorité, c'est-à-dire : la Jeunesse, l'Éducation, la Culture, bref, tout ce qui concourt à rendre plus simple la vie entre nos deux pays, et plus forte l'espérance dans l'avenir. C'est vrai que la relation franco-allemande, l'amitié franco-allemande est exceptionnelle, nous, la France, nous n'avons pas de relations à ce niveau avec aucun autre pays du monde et aucun autre pays d'Europe. Certes, nous avons de très bonnes relations, de très bons rapports avec beaucoup de pays, soit parce qu'ils sont proches géographiquement, soit parce qu'ils correspondent à notre histoire, soit parce qu'ils partagent notre langue. Mais il y a entre la France et l'Allemagne, et notamment par ce qui s'est passé après ces deux guerres mondiales, une volonté, qui a d'abord été celle de responsables politiques, puis ensuite, un échange, un réseau de relations unique en Europe. Nous avons parlé de l'IOFAJE, sans doute pour la jeunesse, mais il y a beaucoup de comités qui réunissent Français et Allemands en matière de culture, nous avons rencontré ce matin des cinéastes, des hommes et des femmes de théâtre, de danse, des auteurs de livres, bref, de musique. Nous avons, là encore, des relations exceptionnelles sur le plan culturel, de la même façon, sur la question des diplômés, de l'Éducation, de la Recherche, nous avons, entre la France et l'Allemagne, sûrement la meilleure coopération même si nous pouvons encore l'améliorer qui existe en Europe. Et ce dont nous avons décidé aujourd'hui, c'est d'amplifier, ça ne demande pas des moyens, des ressources supplémentaires, ça demande surtout un état d'esprit. Mais cette amitié, aussi forte soit-elle, aussi intense, même si l'histoire a changé, nous ne sommes plus du tout dans le contexte des années 60, l'Allemagne s'est réunifiée, l'Europe s'est élargie, il y a une mondialisation, nous sommes bien loin de ce qu'était la configuration politique, économique du début des années 60, et peut-être même les intentions des signataires. Mais si nous sommes aussi conscients de la force de cette relation, c'est parce que nous voulons la porter pour faire avancer l'Europe. Et là encore, nous avons pu regarder ce que pouvaient être les prochaines étapes, nous avons progressé ces derniers mois sur la stabilité financière, sur les règles budgétaires, sur l'union bancaire, nous travaillons sur la compétitivité par exemple, comme le rappelait Angela MERKEL, nous voulons que les partenaires sociaux soient pleinement participants de cette discussion. Et nous avons même confié à des chefs d'entreprise le soin de regarder ce que nous pouvons faire ensemble, parce que cette compétitivité, nous avons des mesures à prendre dans chacun de nos pays, peut-être davantage en France encore qu'en Allemagne, mais nous avons aussi une compétitivité à rechercher ensemble, et notamment dans des filières d'avenir, la transition énergétique, l'efficacité énergétique, les nouvelles technologies, la Santé. Donc nous avons à donner à l'Europe confiance en son avenir. Des décisions seront à

prendre dans les prochains mois pour approfondir l'union économique et monétaire, nous y travaillons, et nous essayerons d'être le plus concrets possible, c'est-à-dire le plus utiles pour que la croissance puisse être renforcée, et pour que la stabilité soit garantie. Et puis, nous aurons aussi à régler la question du budget de l'Europe, et c'est vrai qu'il y a une part de responsabilité entre la France et l'Allemagne. Les pays européens regardent ce que nous faisons, et n'ont aucune appréhension chaque fois que nous nous mettons d'accord, dès lors que notre relation n'est pas exclusive. Elle n'est pas simplement pour les intérêts de la France et de l'Allemagne, nous avons par notre histoire, par notre responsabilité économique et politique, à parler pour l'Europe, mais avec les Européens. Donc je me félicite de cette célébration, que nous allons poursuivre devant les parlementaires de nos deux pays, c'est assez exceptionnel, ça ne se fait qu'entre la France et l'Allemagne, à ce niveau, à cette ampleur. Alors après, il y a toujours des questions : est-ce que cette relation est aussi forte que par le passé ? J'invite les historiens à regarder les cinquante ans qui viennent de se dérouler pour comprendre que ce que nous vivons est plutôt un point haut de l'amitié entre la France et l'Allemagne.

QUESTION - Bonjour. Valérie NATAF, TF1. Nous célébrons aujourd'hui un anniversaire qui est très institutionnel, et sans les populations, croyez-vous que c'est ainsi que la relation franco-allemande peut trouver un nouveau souffle ? Et par ailleurs, sur un plan plus personnel, depuis l'entrée en fonction du président HOLLANDE, on nous répète de part et d'autre que cette relation va très bien, est-ce qui fait alors qu'on a l'impression que le courant ne passe pas toujours entre vous ?

M. LE PRESIDENT - D'abord mais ce n'est pas facile, je vais laisser la parole à Angela là-dessus, mais ce qui n'est pas facile, c'est de vous convaincre, mais entre nous, le courant passe sans qu'il y ait besoin de mettre de l'électricité.

M. LE PRESIDENT - Je vais d'abord répondre à la question sur nos sociétés, nos opinions publiques, nos concitoyens, c'est eux qui ont dans leurs mains l'avenir de la relation entre la France et l'Allemagne, et donc ce que nous avons à faire, c'est de leur donner tous les instruments pour prendre leur part, pour participer, déjà, ils le font, il y a 4.000 manifestations qui vont avoir lieu en France et en Allemagne pour célébrer le traité, mais surtout parler de l'avenir, et nous le devons, ce succès, à toutes les associations, tous les jumelages et toutes les collectivités locales qui y contribuent. Je veux aussi saluer les artistes, les hommes et les femmes de culture qui participent également à tous ces événements. Mais nous devons faire plus fort encore, d'où l'appel que nous avons lancé hier à la jeunesse, l'élargissement que nous voulons faire de l'IOFAJ, pour que cet office s'adresse à tous les jeunes et pas simplement à ceux qui font des études supérieures. Donc ça, c'est notre devoir. Mais vous avez raison, une célébration, ce n'est pas simplement des dirigeants qui se rencontrent, des Conseils des ministres qui se tiennent ensemble, ou des Parlements qui siègent communément, c'est un ensemble d'initiatives. Pour ce qui est de la relation entre la chancelière et moi-même, il ne vous a pas échappé car je connais votre connaissance de la vie politique que nous n'appartenons pas aux mêmes formations politiques. Mais il n'empêche.

Il n'empêche, moi je constate les faits. Depuis huit mois, je peux me féliciter de ce qui a été la contribution de la France et de l'Allemagne à la sortie de la crise de la zone euro. Prenons ce qui a été obtenu. Le mécanisme européen de stabilité : rien n'aurait été possible si la relation entre la France et l'Allemagne n'avait pas été claire. Le pacte budgétaire et sa ratification aussi bien en France qu'en Allemagne : là aussi, c'était un signe de confiance. L'union bancaire dont nous avons fixé les principes, même si les modalités vont prendre encore du temps : ce n'était pas facile ni pour les Allemands, ni pour les Français et pourtant, nous allons être en avance par rapport aux règles européennes. Enfin, nous avons travaillé ensemble pour que la Grèce reste dans la zone euro. Écoutez, franchement, jugez les résultats et vous verrez que le courant passe.

QUESTION - J'ai une question pour le Président et la Chancelière. Vous avez manifesté la volonté d'une coopération encore plus profonde à l'avenir, mais il y a des divergences entre les deux pays. Vous pourriez peut-être nous dire de façon plus précise quelle est la volonté de coopération à propos du Mali par exemple ou la politique étrangère, mais aussi pour ce qui est de

l'approfondissement de l'union économique et monétaire. Est-ce que maintenant l'Allemagne est prête à accepter davantage de solidarité ? Et est-ce que la France est prête à s'engager pleinement sur le terrain de la compétitivité ?

M. LE PRESIDENT - D'abord sur l'union économique et monétaire, nous en avons parlé la Chancelière et moi-même et nous nous trouvons d'accord sur la coordination des politiques économiques, sur également la compétitivité, comment pourrait-on définir davantage les critères de cette compétitivité, faire un effort de convergence et également d'amélioration d'un certain nombre de situations de distorsion de concurrence qui existent encore, y compris sur le plan social. Nous avons aussi cette même volonté qu'il y ait à la fois du sérieux budgétaire, c'est indispensable, et une place qui doit être toujours donnée à la lutte contre le chômage, notamment le chômage des jeunes. Là-dessus, il y aura des propositions qui viendront de la France et de l'Allemagne. Sur le Mali, moi je veux remercier l'Allemagne, la Chancelière, le gouvernement, qui ont immédiatement apporté la solidarité politique et l'aide matérielle qui était attendue. La solidarité politique parce que la France, si elle est intervenue suite à la décision que j'ai prise il y a maintenant près de dix jours au Mali, c'est au nom de la communauté internationale et à la demande d'un pays ami qui est l'un des plus pauvres du monde et qui était victime d'une agression terroriste. Je n'avais pas de doute sur la solidarité politique qui pouvait venir de l'Allemagne et des pays européens, mais elle a été là du début jusqu'à aujourd'hui, et elle sera présente jusqu'au terme de l'opération. L'opération, c'est de permettre à la MISMA, la force internationale composée essentiellement de forces africaines, de pouvoir permettre au Mali de retrouver son intégrité territoriale. C'est là que les soutiens sont précieux, notamment de transport - ce que fait l'Allemagne avec deux avions - et soutiens de formation, soutiens matériels et soutiens financiers puisqu'il y aura une conférence des donateurs et je sais que l'Allemagne, et d'ailleurs l'Europe, sera présente lors de cette conférence et contribuera autant qu'il sera possible. On me dit : « Pourquoi c'est la France qui est intervenue ? » Mais tout simplement parce qu'elle était en capacité de le faire en ayant des troupes qui n'étaient pas loin et qui pouvaient être immédiatement mobilisées. C'est ce que nous avons fait. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de demander à des Européens de venir participer à une force internationale, mais plutôt d'aider les Africains parce que ce sont les Africains qui vont apporter au Mali les conditions du retour à la stabilité et la possibilité de retrouver son intégrité territoriale. Je l'ai toujours dit : ce sont les Africains qui ont la réponse pour les questions africaines. Mais lorsque la France est appelée et qu'elle peut intervenir, elle le fait et elle le fait en plein accord, en plein soutien des Européens.

QUESTION - Madame la Chancelière, Monsieur le Président, Emmanuel JARRY, agence REUTERS. Continuons avec les travaux pratiques après les déclarations d'intention. Sur les perspectives financières européennes, il y a la question des rabais notamment du rabais allemand. Est-ce que là vous pensez parvenir à un accord d'ici le conseil du 7 février ? Et puis certains noms circulent pour la présidence de l'Eurogroupe est-ce que vous êtes déjà d'accord pour soutenir un de ces noms pour la future présidence de l'Eurogroupe ? Concernant le Mali enfin, question plus spécifiquement adressée à Madame la Chancelière, est-ce qu'il y a des chances un jour que l'on voit la brigade franco-allemande, puisqu'il existe une brigade franco-allemande, intervenir soldats français et soldats allemands côte à côte, dans un pays comme le Mali pour les raisons que l'on sait ? et est-ce que dans un avenir proche on peut penser voir des soldats allemands effectivement sur le terrain aux côtés des soldats français au Mali ?

M. LE PRESIDENT - Sur le budget européen, j'ai dit quelle était notre volonté d'aboutir à un accord. Ça suppose de regarder les dépenses et les recettes et d'avoir un sens de la solidarité et de l'intérêt national. Il faut trouver l'équilibre. Sur l'Eurogroupe, il a déjà trouvé son président et là encore, ça s'est fait en plein accord entre la France et l'Allemagne. En revanche, il y a une réunion de l'ECOFIN qui a débouché sur un vote pour l'introduction de la taxe sur les transactions financières. C'était aussi une proposition commune de la France et de l'Allemagne qui se trouve maintenant adoptée à l'échelle d'un grand nombre de pays européens. L'ECOFIN a donné sa validation à cette taxe. Enfin sur le Mali, j'ai dit ce que j'avais à dire, c'est-à-dire qu'aujourd'hui ce sont les Africains qui doivent permettre au Mali de retrouver sa souveraineté.